

Associer l'économie et les sciences exactes ?

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR/ Actuellement hôte du Centre scientifique de Monaco, Nathalie Hilmi, docteur en sciences économiques, planche sur la création possible d'un master à Monaco. Décryptage du projet.

En conférence de presse, le ministre d'État Jean-Paul Proust en a parlé comme d'une idée de Denis Allemand, le directeur du Centre scientifique de Monaco. Contacté par nos soins, l'intéressé confirme qu'il envisage bel et bien d'ouvrir une formation de master en principauté. « Dans nos domaines de recherche spécifiques, nous sommes trop spécialisés pour faire quelque chose qui ait réellement un intérêt, à Monaco ou ailleurs, indique ce dernier, encore prudent. Cela dit, en rencontrant notre collègue Nathalie Hilmi, nous nous sommes aperçus qu'il existait une piste réelle ». Confirmation de l'intéressée, docteur en sciences économiques passée par dans les rangs enseignants des Universités de Nice et de Monaco : « L'idée de ce master part du constat qu'un fossé existe généralement entre ce qu'on appelle les sciences exactes d'un côté et les autres, humaines et sociales, de l'autre. Il n'y a pas grand-chose pour faire le lien entre les deux au niveau formation. C'est pourquoi nous voudrions par exemple permettre à des économistes de mieux comprendre les enjeux de développement durable. Avec le Centre scientifique, mais aussi le concours de la direction de l'Éducation nationale, le master associerait les différentes ressources disponibles à Monaco ».

"Légitimité"

Le professeur Allemand imagine un cursus qui combine notamment enseignements de sciences naturelles, de droit et d'économie, 18 mois d'enseignement et de stages sanctionnés d'un diplôme équivalent à un bac +5. « Le Centre scientifique est vraiment

Le projet d'un diplôme bac +5 pour sanctionner une nouvelle formation pluridisciplinaire



INITIATIVE : Nathalie Hilmi se laisse quelques mois pour détailler son projet et le soumettre aux décideurs publics.

légitime pour le faire », assure-t-il. Il tient à rappeler que rien n'est fait à ce jour : « Je ne voudrais pas qu'on puisse croire que je me sers de la presse pour faire passer un message ». La structure créée resterait modeste : le concept s'adresserait à une quinzaine ou à une vingtaine d'étudiants par promotion, recrutés à Monaco et à l'international. Ses besoins matériels, en matière de locaux notamment, seraient donc limités. La scolarité serait payante, mais son coût fait encore l'objet de diverses simulations, et n'a donc toujours pas été défini. « On en est encore aux études de faisabilité, résume Corinne Gaziello, secrétaire général du Centre scientifique. Il y a en fait beaucoup de facteurs qui font aujourd'hui qu'on garde du recul pour être sûrs que des investissements ne soient pas indûment effectués, que la communauté monégasque devrait ensuite assumer. Il nous faut présenter aux décideurs locaux un projet ficelé, pour leur permettre de prendre la meilleure décision possible ». Le professeur Allemand complète : « Il est évident que nous restons sur une niche étroite. Nous n'avons pas les moyens de faire un master développement durable à proprement parler. On a toutefois la chance d'avoir localement un savoir-faire et nous serons également en mesure de faire venir des enseignants extérieurs à la principauté. L'intérêt pour elle serait d'utiliser encore ce savoir-faire dont elle dispose déjà. De plus, les étudiants accueillis garderaient forcément des attaches fortes avec Monaco ». Prochaine étape importante : la première réunion de la Commission de l'enseignement supérieur et de l'orientation des diplômés, à laquelle le dossier sera soumis. Aucune date n'était encore fixée à l'heure où nous mettions sous presse.

MARTIN DE KERIMEL